

Allemagne, année zéro

Parmi les grands pays européens, c'est lui qui devrait être le plus touché par la récession. Le prix à payer pour ses succès passés à l'export. Mais les entreprises allemandes sont mieux armées que lors des précédentes crises.

■ **L'industrie allemande est en effervescence.** Le 25 février, une délégation de 200 chefs d'entreprises chinois est de passage à Berlin pour faire ses emplettes de machines-outils et de produits de haute technologie « made in Germany », nécessaires à la croissance du géant asiatique. De Siemens à BMW, tout le gratin de l'industrie allemande est au rendez-vous. L'enjeu est de taille. Et le résultat concluant. A la fin de la journée, les Chinois ont passé pour plus de 8,7 milliards d'euros de commandes. De quoi remonter le moral des entreprises allemandes.

Championnes de l'export, avec plus de 990 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisés à l'étranger en 2008, elles ont été rattrapées par la chute de la demande mondiale. Dans le secteur de la construction mécanique, dont 75 % de la production sont exportés, les carnets de commandes ont plongé de 40 % en décembre. La production devrait reculer de 7 % en 2009, avance le VDMA, le syndicat de la branche. Après cinq années d'euphorie, les fabricants de machines-outils s'attendent à une chute de 15 % de leur activité en 2009. « C'est la limite du modèle allemand : la croissance est entièrement dépendante de ses exportations. Dès que le commerce extérieur marque le pas, tout s'effondre », souligne Frédérique Cerisier, économiste chez BNP Paribas. En 2009, l'Allemagne pourrait ainsi voir son PIB reculer de 3 % et jusqu'à 5 % selon les analyses les plus pessimistes de la



HANS CHRISTIAN FLAMBECK/LAF-REA

Dispositions. Pour contrer la récession, Angela Merkel va investir 80 milliards d'euros pour aider ménages et entreprises.

DOMMAGES COLLATÉRAUX

> **L'Allemagne** est le premier client de la France, avec **15 % de ses exportations**. En 2008, les ventes des entreprises françaises outre-Rhin ont progressé de 3,4 %, à 60 milliards d'euros.

> **L'Allemagne** est notre premier fournisseur. La France lui a acheté, en 2008, 78 milliards d'euros de biens et services.

Source : Douanes françaises

Deutsche Bank. La pire récession depuis l'après-guerre. Pour y faire face, le gouvernement d'Angela Merkel va injecter près de 80 milliards d'euros, en deux plans de relance successifs, dans des programmes massifs d'investissement, de soutien aux ménages et d'aides aux entreprises. Surtout, les entreprises allemandes abordent le trou d'air dans une situation meilleure qu'en 2001, où le pays avait frôlé la récession. Car elles sortent de près de cinq années fastes au cours desquelles elles ont pu reconstituer des trésors de guerre et renforcer leur taux de marge, qui a progressé de 36,3 % à 41 % entre 1999 et 2007. En premier lieu, les PME du Mittelstand ont utilisé cet afflux

de cash pour se désendetter. Un atout, alors que les banques régionales allemandes se retrouvent très fragilisées par la crise financière. « Les entreprises ont constitué un matelas de sécurité qu'elles utilisent pour se restructurer et voir venir la crise », note Anne Escher, la directrice du cabinet de conseil Araia, à Cologne. Malgré une chute de 2,8 % de son chiffre d'affaires en 2008, Bosch entend ainsi continuer ses investissements et maintient ses dépenses de R & D à hauteur de 9 % de son chiffre d'affaires. La profonde réforme du marché du travail (lois Hartz) et la modération salariale menée depuis 2000 ont aussi permis à l'industrie de gagner en compétitivité.

Face à la réduction des carnets de commandes, les patrons multiplient les mesures de chômage partiel. « Les entreprises ont retenu la leçon de la crise de 2001. Elles avaient dégraissé à tour de bras et se sont ensuite trouvées en difficulté lors de la reprise », note Anne Escher. Pour ne pas voir le chômage augmenter avant les législatives d'octobre 2009, Angela Merkel a renforcé le dispositif, en allongeant à dix-huit mois sa durée et en exonérant totalement de charges sociales les entreprises participant aux mesures de formation pour leurs salariés. En janvier dernier, seulement 290 000 personnes ont été placées en chômage partiel. Ainsi, chez l'équipementier automobile Schaeffler, étranglé par les crédits contractés pour racheter son compatriote Continental cet été

“Nos entreprises se sont constitué un trésor de guerre”

Trois questions à Carl Martin Welcker, président de la VDW (Fédération de la machine-outil)



D.R.

Quels sont vos atouts pour surmonter la crise ?

En période de croissance, nos entreprises ont intensifié leur R&D, ce qui a contribué à mettre sur le marché des produits, des solutions et des services innovants.

Elles ont optimisé les processus d'approvisionnement et de production, contribuant à une exécution efficace des commandes. Enfin, elles ont augmenté le niveau de l'emploi de façon modérée et amélioré leur structure de coûts.

Votre branche a, à son actif, trois ans de production record. Cela permet-il

(lire p. 34), 20 000 employés sont concernés. Daimler, Siemens, ThyssenKrupp ou BASF y ont eu recours. L'agence fédérale pour

d'envisager l'avenir avec plus de sérénité ?

Les entreprises se sont constitué un trésor de guerre durant le boom précédent. Mais les commandes ne suffisent plus que pour six mois. Nous espérons que la confiance dans le fonctionnement des marchés financiers va revenir et que les plans de relance seront rapidement suivis d'effets.

Votre production dépend à 30 % de l'automobile. Quelles sont vos prévisions ?

Notre fédération table sur un recul de 15 % de la production pour 2009. Ces pronostics se fondent sur un recul de la demande de l'ordre de 54 %, intervenu au cours du dernier trimestre 2008. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NOTRE CORRESPONDANTE EN ALLEMAGNE, MARIE LUGINSLAND

l'emploi craint qu'à partir de cet été, le chômage partiel laisse la place à une hausse des licenciements. ■ SOLÈNE DAVESNE